

Derrière l'explosion des prix, le chaos et la rapacité des capitalistes

Face à l'augmentation des prix de l'énergie, chaque parti y va de sa proposition : le CdH agite (depuis les bancs de l'opposition) un chèque énergie de 100 € par ménage plus 25 € par personne à charge... sous forme de réduction de la prochaine facture de régularisation... pour ceux qui auront de quoi payer. Le PS et les écolos proposent une extension et une prolongation du tarif social énergie accordé actuellement à un million de ménages. Mais ces tarifs augmentent eux aussi : plus 18% pour l'électricité, plus 6% pour le gaz par rapport à 2020. Et tous les travailleurs et la population n'y ont pas accès.

Les libéraux, le Vooruit et le CD&V parlent d'utiliser l'argent public pour subsidier l'isolation des bâtiments, ce qui serait utile, mais ferait surtout plaisir aux patrons du secteur. Le PTB préconise de diminuer la TVA sur l'énergie à 6%. Et le Vlaams Belang l'imite, pour plaire à l'électorat populaire. Mais ce que le gouvernement donnerait d'un côté, baisse de la TVA, chèque énergie, etc, il le reprendrait sur les budgets sociaux, par la remise des malades de longue durée au travail, par des diminutions du budget des écoles, de la santé, des transports publics...

Et surtout, aucune de ces propositions n'agit sur les causes de l'augmentation des prix et elles sont dérisoires car les augmentations des prix concernent quasiment tous les secteurs : les transports, l'alimentation, la santé, l'équipement, l'habitation...

Ce phénomène est mondial et lié au fonctionnement du capitalisme. Dans cette économie de marché, basée sur l'offre et la demande, rien n'a été prévu ni coordonné pour relancer les productions mises au ralenti au début de la crise sanitaire.

Chaque groupe capitaliste, à chaque embranchement de l'industrie et du commerce, exploite la situation de pénurie pour augmenter ses tarifs et ses profits au détriment de ses clients. Ceux-ci répercutent cette hausse à leur tour jusqu'au consommateur final, c'est-à-dire la population et les travailleurs en

particulier.

Mais l'augmentation des prix résulte de la spéculation. Les marchés financiers consacrent des centaines de milliards pour parier à la hausse, notamment sur les hydrocarbures, les céréales, les minerais... Des capitalistes achètent des marchandises jusque sur les bateaux porte-conteneurs pour les mettre en attente en mer et les revendre quand les prix ont augmenté. Voilà à quoi sont utilisés les milliers de milliards de dollars et d'euros que les États ont fournis aux entreprises « pour soutenir l'économie ».

Les augmentations des prix, imposées par les capitalistes et les spéculateurs, imposent un gigantesque transfert de richesses des travailleurs des pays riches et des populations des pays pauvres vers la minorité de capitalistes qui rançonnent ainsi l'ensemble de la planète.

Les gouvernements soutiennent ces méthodes de gangsters, ils les financent en mettant des moyens à la disposition des banquiers et des financiers, mais en plus ils s'efforcent de leurrer l'opinion avec des solutions qui laissent libre cours à la rapacité des capitalistes.

Pendant ce temps, une enquête internationale de journalistes lève un coin du voile sur l'évasion fiscale des plus riches. Sont ainsi révélés 29 000 comptes offshore créés par des cabinets financiers dans des paradis fiscaux pour gérer les fortunes amassées sur le dos des populations, tel ce yacht de 71 mètres de long immatriculé au nom d'un fils de la famille D'Ieteren... qui licencie des centaines de salariés.

L'ampleur de la fraude et de l'évasion fiscale est telle que des magistrats et juges d'instruction reconnaissent qu'il leur est quasi impossible d'enquêter sur ces révélations ; leurs moyens ont été diminués et la moitié des effectifs de police à leur disposition a été affectée ailleurs.

Face à l'augmentation des prix, alors que les salaires sont bloqués depuis des années, que les périodes chômées se multiplient, que les primes sont supprimées, une augmentation générale des salaires est nécessaire avec un minimum de 1 800 euros net.

Mais cela ne suffira pas. Car les prix peuvent augmenter plus vite que les salaires. Les travailleurs devront imposer, par une vaste mobilisation, l'échelle mobile des

salaires pour que les salaires soient systématiquement alignés sur les prix. Cela n'a rien à voir avec l'actuelle indexation des salaires - une tromperie organisée par l'État - qui ne se gêne même pas pour ne pas l'appliquer ! L'organisation des travailleurs de tous les secteurs de l'économie permettra de contrôler à tout moment les tarifs, les marges, les spéculations et contestera les choix des capitalistes d'augmenter les prix, de jouer sur les pénuries, et même d'augmenter les cadences et de licencier. Certes, c'est un programme de lutte et non un programme électoral. Mais face à la détermination des capitalistes à continuer leur parasitisme, les élections ne peuvent rien, seules les luttes et une détermination supérieure peut éviter aux travailleurs de sombrer dans la misère.